

Art. 18. Les articles 1er, 2, 3, 4, 9, 10, 13, 16 et 17 du présent arrêté entrent en vigueur le 1er janvier 1994 et cesseront d'être en vigueur le 31 décembre 1994, à 24 heures.

Les articles 5, 6, 7, 8 et 12 du présent arrêté entrent en vigueur le 1er janvier 1994 et cesseront d'être en vigueur le 30 juin 1994, à 24 heures.

Les articles 14 et 15 du présent arrêté entrent en vigueur le 1er janvier 1994 et cesseront d'être en vigueur le 31 mars 1994, à 24 heures.

L'article 11 du présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1994.

Bruxelles, le 24 décembre 1993.

A. BOURGEOIS

Art. 18. De artikelen 1, 2, 3, 4, 9, 10, 13, 16 en 17 van dit besluit treden in werking op 1 januari 1994 en houden op van kracht te zijn op 31 december 1994, om 24 uur.

De artikelen 5, 6, 7, 8 en 12 van dit besluit treden in werking op 1 januari 1994 en houden op van kracht te zijn op 30 juni 1994, om 24 uur.

De artikelen 14 en 15 van dit besluit treden in werking op 1 januari 1994 en houden op van kracht te zijn op 31 maart 1994, om 24 uur.

Artikel 11 van dit besluit treedt in werking op 1 januari 1994.

Brussel, 24 december 1993.

A. BOURGEOIS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE EXTÉRIEUR
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

F. 93 — 3040

Convention portant création d'un Conseil de Coopération douanière, et Annexe, faites à Bruxelles le 15 décembre 1950 (1). — Adhésion de la République de Géorgie

Le 26 octobre 1993 a été déposé au Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de Belgique, l'instrument d'adhésion de la République de Géorgie concernant les actes précités.

Conformément à son article XVIII (c), la Convention et son Annexe sont entrées en vigueur à l'égard de la République de Géorgie à la date du dépôt de l'instrument d'adhésion, à savoir le 26 octobre 1993.

(1) Voir *Moniteur belge* du 31 décembre 1952.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 93 — 3040

Verdrag houdende oprichting van een Internationale Douaneraad, en Bijlage, opgemaakt te Brussel op 15 december 1950 (1). — Toetreding door de Republiek Georgië

Op 26 oktober 1993 werd op het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van België, de toetredingsoorkonde van de Republiek Georgië betreffende bovengenoemde akten neergelegd.

Overeenkomstig artikel XVIII (c) van het Verdrag zijn het Verdrag en zijn Bijlage voor de Republiek Georgië in werking getreden op de dag van de neerlegging van de toetredingsoorkonde, te weten op 26 oktober 1993.

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1952.

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 93 — 3041

[Mac-29588]

6 NOVEMBRE 1993. — Décret contenant le premier feuillet d'ajustement du budget des voies et moyens de la Communauté française pour l'année budgétaire 1993 (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Les évaluations figurant au budget des Voies et Moyens de la Communauté française pour l'année budgétaire 1993 sont réajustées comme suit :

- pour les recettes courantes :	198 907,1
- pour les recettes en capital :	11 958,7
- pour les produits d'emprunts :	9 050,0
- pour la correction des attributions de 1992 :	- 1 312,7
soit ensemble :	218 603,1

conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

(1) Session 1992-1993.

Documents du Conseil. — Nos 5-I, n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 19 octobre 1993.

AJUSTEMENT DU BUDGET DES VOIES ET MOYENS DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1993

TITRE I. — RECETTES COURANTES

(En millions de francs)

Article	Désignation des produits	Evaluation par article	Total
SECTEUR I			
RECETTES FISCALES ET DE DROITS PARTICULIERS			
36.01	Rétributions, redevances et droits, produits de tous impôts et taxes levés dans le cadre de l'article 110, § 2, de la Constitution	—	
36.02	Impôt des Communautés : produit net attribué à la Communauté française, de la redevance radio et télévision	2 138,3	
	Total pour le secteur I		2 138,3
SECTEUR II			
RECETTES GENERALES			
08.01	Versements par les organismes d'intérêt public en vue du paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de la Communauté (ministère de la Culture et des Affaires sociales, ancien fonds 66.22 A)	—	
08.02	Versements par les organismes d'intérêt public en vue du paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de la Communauté (ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, ancien fonds 66.10 C)	0,8	
11.01	Remboursement des salaires, traitements, subventions-traitements, allocations accessoires du personnel de l'enseignement ou des services de la Communauté ou de l'Etat	590,0	
12.01	Versements des sommes non utilisées par les comptables opérant au moyen d'avances de fonds	—	
16.01	Produits divers	220,7	
16.02	Remboursement de sommes indûment versées	—	
16.03	Droits d'inscription à l'enseignement à distance	40,0	
16.04	Droits d'inscription à l'enseignement dans les établissements d'enseignement artistique à horaire réduit subventionnés ou organisés par la Communauté française	100,0	
16.05	Droits d'inscription à l'enseignement de promotion sociale (anciens fonds 66.33 A, 66.34 A, 66.35 A)	3,0	
16.06	Récupération de l'aide accordée aux indigents belges et étrangers (ancien fonds 66.22 A)	4,0	
16.07	Produit de la redevance afférente à l'occupation des bâtiments de la Communauté par le Centre hospitalier universitaire de Liège (ancien fonds 66.55 B)	360,0	
29.01	Intérêts de placements	7,0	
46.01	Partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques	44 384,0	
46.02	Partie attribuée du produit de la taxe sur la valeur ajoutée	1 42 018,9	

TITRE I. — RECETTES COURANTES

(En millions de francs)

Article	Désignation des produits	Evaluation par article	Total
46.03	Intervention de l'Etat suite à la suppression de l'autorisation d'emprunt avec garantie de l'Etat par le Fonds national de garantie des bâtiments scolaires	65,1	
46.04	Partie attribuée du produit de la redevance radio et télévision	5 876,5	
46.05	Intervention de l'Etat dans le financement de l'enseignement universitaire dispensé aux étudiants étrangers	1 344,3	
46.07	Partie attribuée du produit de la redevance radio et télévision — ajustement années antérieures	16,8	
	Total pour le secteur II		195 031,1

SECTEUR III
RECETTES AFFECTEES

SECTION 1
MINISTERE DE LA CULTURE
ET DES AFFAIRES SOCIALES

06.01	Recettes diverses provenant de dons et d'interventions de personnes publiques ou privées (cf. D.O. 41 — P.A. 11)	—
16.08	Indemnités pour dégâts occasionnés au matériel fourni en prêt et produit de la vente de matériel déclassé (cf. D.O. 61 — P.A. 06)	5,0
16.09	Droits d'inscription, taxes et amendes perçus dans les Centres de lecture de la Communauté française et de la Bibliothèque centrale de la Communauté française (cf. D.O. 63 — P.A. 12)	—
16.10	Droits d'inscription à des activités de formation d'animateurs socio-culturels (cf. D.O. 64 — P.A. 41)	1,0
16.11	Contribution de la RTBF et des radios privées (article 27 du décret du 19 juillet 1991) (cf. D.O. 65 — P.A. 34)	4,0
16.12	Ressources provenant de la publicité commerciale à la RTBF et à RTL-TVI affectées au développement de la presse écrite (cf. D.O. 65 — P.A. 41)	170,0
16.13	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le Centre culturel Marcel Hicter (cf. D.O. 61 — P.A. 18)	13,0
16.14	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre de formation socio-culturelle de Rossignol (cf. D.O. 61 — P.A. 18)	3,0
16.15	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre de formation socio-culturelle de Séroule (cf. D.O. 61 — P.A. 18)	3,0
40.01	Versements de l'ONE pour le subventionnement des centres de vacances (cf. D.O. 25 — P.A. 11)	11,7
46.06	Versements de la Loterie nationale et du Fonds national d'impulsion à la politique de l'immigration (cf. D.O. 41 — P.A. 11)	—
48.01	Contribution de la Région wallonne (article 105 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale) (cf. D.O. 42 — P.A. 31)	1 464,0

TITRE I. — RECETTES COURANTES

(En millions de francs)

Article	Désignation des produits	Evaluation par article	Total
SECTION 2			
MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION			
06.01	Recettes diverses provenant de dons et d'interventions de personnes publiques ou privées (cf. D.O. 41 — P.A. 11)	—	
06.03	Recettes diverses, dons, legs et interventions de personnes publiques ou privées dont la Loterie nationale, destinées à la politique de l'immigration (cf. D.O. 40 — P.A. 73)	9,0	
16.16	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Communauté française) (cf. D.O. 56 — P.A. 23)	—	
16.17	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (officiel subventionné) (cf. D.O. 56 — P.A. 30)	—	
16.18	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (libre subventionné) (cf. D.O. 56 — P.A. 30)	—	
39.01	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes ou d'actions de formation et de réinsertion professionnelles (cf. D.O. 40 — P.A. 73)	—	
39.02	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation de réinsertion professionnelles dans l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire à horaire réduit (cf. D.O. 40 — P.A. 73)	54,0	
Total pour le secteur III			1 737,7
TOTAL POUR LE TITRE I			198 907,1

TITRE II. — RECETTES EN CAPITAL

(En millions de francs)

Article	Désignation des produits	Evaluation par article	Total
SECTEUR I			
RECETTES FISCALES ET DE DROITS PARTICULIERS			
	(Pour mémoire)	—	
Total pour le secteur I			0,0
SECTEUR II			
RECETTES GENERALES			
76.01	Produit de la vente ou de l'octroi de tous autres droits réels sur des immeubles	11 950,0	
76.02	Produit de la vente d'autres biens patrimoniaux	—	

TITRE II. — RECETTES EN CAPITAL

(En millions de francs)

Article	Désignation des produits	Evaluation par article	Total
76.03	Recettes diverses	0,2	
76.04	Remboursement de sommes indûment payées	4,5	
	Total pour le secteur II		11 954,7
<p>SECTEUR III RECETTES AFFECTEES</p>			
<p>SECTION 1 MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES</p>			
86.01	Remboursements de prêts accordés à des éditeurs (cf. D.O. 63 — P.A. 51)	4,0	
86.02	Remboursements de prêts accordés à des libraires (cf. D.O. 63 — P.A. 51)	—	
<p>SECTION 2 MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION</p>			
87.01	Remboursements de prêts accordés au personnel ou ayants droits (cf. D.O. 40 — P.A. 03)	—	
	Total pour le secteur III		4,0
	TOTAL POUR LE TITRE II		11 958,7
	TOTAL TITRE I + TITRE II		210 865,8

TITRE III. — PRODUITS D'EMPRUNTS

(En millions de francs)

Article	Désignation des produits	Evaluation par article	Total
96.01	Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en francs belges	9 050,0	
96.02	Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en devises	—	
	TOTAL POUR LE TITRE III		9 050,0
	TOTAL TITRE I + TITRE II + TITRE III		219 915,8
	Remboursement à l'Etat en application des articles 13, § 2, 37, 38, § 3, 42, § 2, et 62, § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, de la fraction nette des parties attribuées des impôts partagés et de la dotation relative aux étudiants étrangers, versées en surplus à la Communauté française pour l'exercice 1992 (voir l'art. 5, alinéa 2, du dispositif du présent décret)		— 1 312,7
	TOTAL GENERAL		218 603,1

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 6 novembre 1993.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée des Affaires sociales, de la Santé et du Tourisme,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education, de l'Audiovisuel et de la Fonction publique,
E. DI RUPO

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport
E. TOMAS

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 93 — 3041

[Mac-29588]

6 NOVEMBER 1993. — Decreet houdende de eerste aanpassing van de middelenbegroting
van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1993 (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en, Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De ramingen vermeld in de middelenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1993 worden aangepast als volgt :

- voor de lopende ontvangsten :	198 907,1
- voor de kapitaalontvangsten :	11 958,7
- voor de opbrengst van leningen :	9 050,0
- voor de correctie van de toewijzigingen voor 1992 :	- 1 312,7

dit is samen : 218 603,1
overeenkomstig de bij dit decreet gevoegde tabel.

Art. 2. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

(1) Zitting 1992-1993.

Stukken van de Raad. — Nrs. 5-I, nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 19 oktober 1993.

MIDDELENBEGROTING VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP
VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1993

TITEL I. — Lopende ontvangsten

(In miljoenen frank)

Artikelen	Benaming van de opbrengsten	Raming per artikel	Totalen
SECTOR I FISCALE ONTVANGSTEN EN ONTVANGSTEN UIT PARTICULIERE RECHTEN			
36.01	Retributies, heffingen en rechten, opbrengsten van alle belastingen en taksen geheven in het kader van artikel 110, §2, van de Grondwet	-	
36.02	Belasting van de Gemeenschappen : aan de Franse Gemeenschap toegewezen netto-opbrengst van het kijk- en luistergeld.....	2 138,3	
	Totaal voor sector I.....		2 138,3
SECTOR II ALGEMENE ONTVANGSTEN			
08.01	Stortingen door de instellingen van openbaar nut met het oog op de betaling van de bezoldiging en de kosten van de toezichtinstellingen van de Gemeenschap (ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, vroeger fonds 66.22 A).....	-	
08.02	Stortingen door de instellingen van openbaar nut met het oog op de betaling van de bezoldiging en de onkosten van de controleorganen van de Gemeenschap (ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, vroeger fonds 66.10 C).....	0,8	
11.01	Terugbetaling van lonen, wedden, weddetoelagen, bijkomende toelagen van het personeel van het onderwijs of van de diensten van de Gemeenschap of de Staat.....	590,0	
12.01	Storting van de bedragen die niet werden gebruikt door de rekenplichtigen die met geldvoorschotten werken.....	-	
16.01	Diverse opbrengsten.....	220,7	
16.02	Terugbetaling van ten onrechte gestorte bedragen.....	-	
16.03	Inschrijvingsgeld voor afstandsonderwijs.....	40,0	
16.04	Inschrijvingsgeld voor het onderwijs in de inrichtingen voor kunstonderwijs met beperkt leerplan die door de Franse Gemeenschap worden gesubsidieerd of georganiseerd.....	100,0	
16.05	Inschrijvingsgeld voor het onderwijs voor sociale promotie (vroegere fondsen 66.33 A, 66.34 A, 66.35 A).....	3,0	

TITEL I. — Lopende ontvangsten

(In miljoenen frank)

Artikelen	Benaming van de opbrengsten	Raming per artikel	Totalen
16.06	Terugvordering van de steun verleend aan Belgische en buitenlandse behoeftigen (vroeger fonds 66.22 A).....	4,0	
16.07	Opbrengst van de retributie voor het betrekken van de gebouwen van de Gemeenschap door het "Centre hospitalier universitaire de Liège" (vroeger fonds 66.55 B).....	360,0	
29.01	Beleggingsinteressen.....	7,0	
46.01	Toegewezen gedeelte van de opbrengst van de personenbelasting.....	44 384	
46.02	Toegewezen gedeelte van de opbrengst van de belasting op de toegevoegde waarde.....	142 018,9	
46.03	Tegemoetkoming van de Staat ten gevolge van de intrekking van de machtiging tot het aangaan van een lening met de waarborg van de Staat door het Nationaal waarborgfonds voor schoolgebouwen.....	65,1	
46.04	Toegewezen gedeelte van de opbrengst van het kijk- en luistergeld.....	5 876,5	
46.05	Tegemoetkoming van de Staat in de financiering van het universitair onderwijs voor buitenlandse studenten.....	1 344,3	
46.07	Toegewezen gedeelte van de opbrengst van het kijk- en luistergeld - aanpassing vorige jaren.....	16,8	
	Totaal voor sector II.....		195 031,1

SECTOR III
ONTVANGSTEN MET SPECIALE BESTEMMING

SECTIE 1

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

06.01	Diverse ontvangsten voortkomend uit schenkingen en tegemoetkomingen van openbare of private personen (cf.O.A. 41 - A.P.11).....	-	
16.08	Vergoedingen voor schade toegebracht aan het uitgeleend materieel en opbrengst van de verkoop van gedeclassificeerd materieel (cf. O.A. 61 - A.P. 06).....	5,0	
16.09	Inschrijvingsrechten, taxen, en boeten geïnd in de centra voor openbare lektuurvoorziening van de Franse Gemeenschap en de centrale openbare bibliotheek van de Franse Gemeenschap (cf. O.A.63 - A.P. 12).....	-	
16.10	Inschrijvingsrechten voor activiteiten voor opleiding van socio-culturele animators (cf. O.A. 64 - A.P. 41).....	1,0	

TITEL I. — Lopende ontvangsten

(In miljoenen frank)

Artikelen	Benaming van de opbrengsten	Raming per artikel	Totalen
16.11	Bijdrage van de RTBF en de private radio's (artikel 27 van het decreet van 19 juli 1991) (cf. O.A.65 - A.P. 34).....	4,0	
16.12	Inkomsten uit commerciële reclame op de RTBF en RTL-TVi bestemd voor de ontwikkeling van de geschreven pers (cf. O.A. 65 - A.P. 41).....	170,0	
16.13	Inschrijvingsrechten voor colloquia, stages en seminaries georganiseerd door het cultureel centrum Marcel Hicter (cf. O.A. 61 - A.P. 18).....	13,0	
16.14	Inschrijvingsrechten voor colloquia, stages en seminaries georganiseerd door het centrum voor socio-culturele vorming van Rossignol (cf. O.A. 61 - A.P. 18).....	3,0	
16.15	Inschrijvingsrechten voor colloquia, stages en seminaries georganiseerd door het centrum voor socio-culturele vorming van Séroule (cf. O.A. 61 - A.P. 18).....	3,0	
40.01	Stortingen van de ONE voor de betoelaging van vakantiecentra (cf. O.A. 25 - A.P. 11).....	11,7	
46.06	Stortingen van de Nationale Loterij en van het Nationaal Impulsfonds voor het migrantenbeleid (cf. O.A. 41 - A.P. 11)....	-	
48.01	Bijdrage van het Waalse Gewest (artikel 105 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn) (cf. O.A. 42 - A.P. 31).....	1 464	

SECTIE 2

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK
EN VORMING

06.01	Diverse ontvangsten voortkomend uit schenkingen en tegemoetkomingen van openbare of private personen (cf. O.A. 41 - A.P. 11).....	-	
06.03	Diverse ontvangsten, schenkingen, legaten en tegemoetkomingen van rechts- of privé-personen, o.m. de Nationale Loterij, bestemd voor het migrantenbeleid (cf. O.A.40 - A.P.73).....	9,0	
16.16	Ontvangsten voortvloeiend uit de toepassing van het decreet van 16 april 1991 (artikelen 114 en 115) tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie (Franse Gemeenschap) (cf. O.A. 56 - A.P. 23).....	-	
16.17	Ontvangsten voortvloeiend uit de toepassing van het decreet van 16 april 1991 (artikelen 114 en 115) tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie (Franse Gemeenschap) (cf. O.A. 56 - A.P. 30).....	-	

TITEL I. — Lopende ontvangsten

(In miljoenen frank)

Artikelen	Benaming van de opbrengsten	Raming per artikel	Totalen
16.18	Ontvangsten voortvloeiend uit de toepassing van het decreet van 16 april 1991 (artikelen 114 en 115) tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie (Franse Gemeenschap) (cf. O.A. 56 - A.P.30).....	-	
39.01	Bijdrage van het Europees sociaal fonds voor programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven (cf. O.A. 40 - A.P. 73).....	-	
39.02	Bijdrage van het Europees sociaal fonds voor programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven in het onderwijs voor sociale promotie en het secundair onderwijs met beperkt leerplan (cf. O.A. 40 - A.P. 73).....	54,0	
	Totaal voor sector III.....		1737,7
	TOTAAL VOOR TITEL I.....		198 907,1

TITEL II. — Kapitaalontvangsten

(In miljoenen frank)

Artikelen	Benaming van de opbrengsten	Raming per artikel	Totalen
	(Pro memorie).....	-	
	Totaal voor sector I		0,0

SECTOR I

FISCALE ONTVANGSTEN EN ONTVANGSTEN UIT PARTICULIERE RECHTEN

SECTOR II

ALGEMENE ONTVANGSTEN

76.01	Opbrengst van de verkoop of van de toekenning van alle andere zakelijke rechten op onroerende goederen.....	11 950	
76.02	Opbrengst van de verkoop van andere vermogensgoederen.....	-	
76.03	Diverse ontvangsten.....	0,2	
76.04	Terugbetaling van ten onrechte uitbetaalde bedragen	4,5	
	Totaal voor sector II.....		11 954,7

TITEL II. — Kapitaalontvangsten

(In miljoenen frank)

Artikelen	Benaming van de opbrengsten	Raming per artikel	Totalen
-----------	-----------------------------	--------------------	---------

SECTOR III

ONTVANGSTEN MET SPECIALE BESTEMMING

SECTIE 1

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

86.01	Terugbetaling van leningen toegestaan aan uitgevers (cf. O.A. 63 - A.P. 51).....	4,0	
86.02	Terugbetaling van leningen toegestaan aan boekhandelaars (cf. O.A. 63 - A.P. 51).....	-	

SECTIE 2

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

87.01	Terugbetaling van leningen toegestaan aan de personeelsleden of hun rechthebbenden (cf. O.A. 40 - A.P. 03).....	-	
	Totaal voor sector III.....		4,0
	TOTAAL VOOR TITEL II.....		11 958,7
	TOTAAL VOOR TITEL I + TITEL II.....		210 865,8

TITEL III. — OPBRENGSTEN VAN LENINGEN

(In miljoenen frank)

Artikelen	Benaming van de opbrengsten	Raming per artikel	Totalen
-----------	-----------------------------	--------------------	---------

96.01	Opbrengsten van leningen van meer dan één jaar in Belgische frank.....	9 050	
96.02	Opbrengsten van leningen van meer dan één jaar in deviezen.....	-	
	TOTAAL VOOR TITEL III.....		9 050
	TOTAAL VOOR TITEL I + TITEL II + TITEL III.....		219 915,8

Terugbetaling aan de Staat in toepassing van de artikelen 13 §2, 37, 38 §3, 42 §2, en 62 §2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, van het netto-deel van de toegewezen gedeelten van de gedeelde belastingen en van de dotatie met betrekking tot buitenlandse studenten, extra gestort aan de Franse Gemeenschap voor het jaar 1992 (zie art. 5, lid 2, van het bepalend gedeelte van het decreet van 21 december 1992).....

ALGEMEEN TOTAAL..... 218 603,1

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 6 november 1993.

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Sociale Zaken, Gezondheid en Toerisme,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs, de Audiovisuele Sector en van Openbaar Ambt,

E. DIRUPO

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 93 — 3042

[C — 29639]

**13 DECEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
établissant les règles de féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre**

Le Gouvernement de la Communauté française,

- Vu le décret du 12 juillet 1978 sur la défense de la langue française;
- Vu le décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre;
- Vu l'avis du Conseil supérieur de la langue française du 5 juillet 1993;
- Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, du 16 juin 1989 et du 4 juillet 1989;
- Considérant que l'arrêté d'application du décret du 21 juin 1993 doit être pris avant le 1er janvier 1994;
- Vu l'urgence ainsi motivée;
- Sur proposition du Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant la Culture dans ses attributions;
- Vu la délibération du Gouvernement du 13 décembre 1993,

Arrête :

Article 1er. Les règles de féminisation reprises à l'annexe I du présent arrêté doivent être appliquées dans tous les actes cités aux articles 1er et 3 du décret du 21 juin 1993.

Art. 2. Sont publiées en annexe II les recommandations générales du Conseil supérieur de la langue française en matière de féminisation des noms de métier, fonction ou titre d'origine étrangère et en matière d'emploi des formes féminines.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1994.
Bruxelles, le 13 décembre 1993.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture,
E. TOMAS

Annexe I

**Règles de féminisation visées à l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française
établissant les règles de féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre**

Les féminins de noms de métier, fonction, grade ou titre sont formés par l'application des règles suivantes :

1° Règles morphologiques.

A. Noms terminés au masculin par une voyelle dans l'écriture.

1. D'une manière générale, le féminin est formé par l'adjonction d'un -e final à la forme masculine.

Ex. : une chargée de cours, une députée, une préposée, une apprentie.

2. Si la voyelle terminant le masculin est déjà -e, la forme féminine est identique à la forme masculine (formes dites épiciques).

Ex. : une aide, une architecte, une comptable, une dactylographe, une diplomate, une ministre, une secrétaire.

On ne crée plus de nouveaux mots en -esse, le procédé paraissant vieilli. Toutefois, les emplois consacrés par l'usage sont toujours admis.

Ex. : une poétesse.